



# Déclarations et Discours

---

N° 82/10

## LA POUSSÉE TECHNOLOGIQUE ALIMENTE LA COURSE AUX ARMEMENTS

Discours du premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, à la deuxième session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement, à New York, le 19 juin 1982.

Ce n'est pas le discours de la force ni celui de la puissance militaire que le Canada se dispose à tenir devant cette assemblée. C'est un discours de paix, celui que tous les pays, puissants ou faibles, riches ou pauvres, ont le devoir de faire entendre dans la conjoncture présente.

Il faudrait être sourd pour demeurer insensible à la clameur qui s'élève de tous les coins du monde contre la course aux armements. Dans certains pays, l'angoisse et la colère s'expriment librement ; de certains autres, ce sont des voix assourdies par la répression qui parviennent jusqu'à nous.

Dans les deux cas, cependant, le message est clair. Des femmes et des hommes du monde entier adressent à leurs dirigeants le plus pressant appel. Ils nous adjurent d'utiliser la présente session pour amorcer un redressement susceptible de freiner la concurrence suicidaire où nous sommes engagés.

En jetant un regard sur les travaux de cette deuxième session extraordinaire, nous devons nous rappeler que le désarmement n'est pas un problème simplement technique. C'est aussi un problème politique et il est impossible d'en traiter en faisant abstraction du contexte mondial. Pour comprendre, en effet, le peu de progrès accompli depuis notre première session, il y a quatre ans, il suffit de nous remémorer quelques-uns des événements qui ont marqué la scène mondiale au cours de cet intervalle, particulièrement ces derniers temps.

On est alors forcé de se demander ce qu'il est advenu de la Charte des Nations Unies. Comme le rappelait, plus tôt cette semaine, le chancelier Schmidt, cette charte est une loi internationale. En l'adoptant, chacun de nos pays l'a rendue partie intégrante de sa législation nationale. Or, la Charte pose comme première condition indispensable à l'établissement d'un ordre mondial que " les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force " d'une façon qui contrevient aux objectifs des Nations Unies.

**Le désarmement  
repose sur  
la sécurité**

Périodiquement, il se trouve des gens pour réclamer un engagement de notre part à ne pas nous servir les premiers des armes nucléaires. Je comprends assez bien ceux qui font pareille demande, parce qu'ils sont préoccupés des horribles conséquences que pourrait avoir une guerre nucléaire.

---

Je signalerai simplement ici que la Charte nous interdit déjà de recourir les premiers à l'usage de la force — à tout usage de la force. Voilà la loi qui nous lie. Je ne vois donc pas l'utilité de repromulguer la Charte. Je crois, par contre, qu'il serait très dangereux d'affaiblir un de ses principes fondamentaux en ayant l'air d'établir un ordre de pré-séance entre divers usages de la force.

Et, de toute façon, renoncer à recourir les premiers à l'usage de la force ne règle pas fondamentalement la question du désarmement. Notre véritable problème est de briser le cercle vicieux de la course aux armements. Nous n'y arriverons pas si l'un ou l'autre camp a l'impression que sa sécurité n'est pas assurée. Nous nous armons par sentiment d'insécurité, et nous ne désarmerons qu'une fois convaincus que nous ne sommes pas menacés. Pour être viable, la limitation des armements doit donc renforcer la sécurité des gens, non la diminuer.

Malheureusement, la sécurité est une notion difficile à cerner. C'est plus qu'une simple affaire d'armes. C'est aussi une question de perception. Lorsque chaque camp pose des gestes que l'autre perçoit comme menaçants, la méfiance s'accroît entre l'Est et l'Ouest.

Or, ici, la difficulté vient surtout du fait que nous avons affaire à une panoplie de systèmes d'armements très différents les uns des autres, et que le progrès technologique tend à prendre de vitesse les négociations déjà en cours.

Je crois que nous devons accepter le fait que la sécurité totale est devenue, pour tous les pays, un objectif inatteignable dans le monde d'aujourd'hui. Le simple fait d'y travailler suffit à provoquer chez les autres un sentiment d'insécurité. Dans un monde où les nations sont devenues interdépendantes dans presque tous les domaines, la sécurité ne peut plus être une affaire purement nationale.

Un sage précepte des négociations diplomatiques veut que les résultats obtenus tiennent compte des intérêts des deux parties en cause. La négociation sur la limitation des armements ne fait pas exception. Toute tentative de s'assurer des avantages stratégiques aux dépens les uns des autres est vouée, tôt ou tard, à l'échec. Seules les initiatives susceptibles d'augmenter la sécurité mutuelle des parties peuvent mettre un terme à la paralysie actuelle. Les deux superpuissances doivent, en particulier, reconnaître au départ qu'elles ont chacune des intérêts stratégiques et la force nécessaire à la protection de ces intérêts.

### Les problèmes nucléaires

Voilà donc les prémisses qui commanderont mes propos sur le désarmement. Durant la période qui m'est allouée, je traiterai surtout des problèmes nucléaires, non parce que le Canada attache moins d'importance à la négociation d'accords sur les armes classiques ou chimiques — au contraire — mais parce que nos populations sont davantage préoccupées, et à juste titre, par la prolifération des armes nucléaires.

---

---

L'opinion publique de nombreux pays du globe est inquiète de l'escalade nucléaire en cours. Et le fait que l'on envisage divers scénarios nucléaires, alors que le climat politique se détériore dans le monde, trouble profondément nos populations. L'homme de la rue se pose des questions sur ce que pourrait être une définition raisonnable de la sécurité. Il rappelle à l'homme politique qu'il y va d'une question de vie ou de mort pour l'humanité.

En tant que Premier ministre d'un pays qui a renoncé, dès le départ, à se doter d'armes nucléaires, je comprends fort bien la perplexité et l'angoisse de nos populations. Le débat nucléaire est complexe, et il semble obéir à une curieuse logique à rebours. On y traite d'un pouvoir qui, de l'avis de tous, est inutilisable. On y plaide en faveur d'un accroissement immédiat des armes nucléaires dans le but d'en diminuer le nombre à long terme, et les experts considèrent froidement la vulnérabilité des villes et des gens comme un facteur de stabilité dans l'équilibre nucléaire. Mais le pire est que tout ce débat offre bien peu d'espoir de solution, même lointaine, à ceux qui en sont les témoins impuissants.

Lorsque nous nous sommes réunis, en 1978, il y avait déjà plusieurs années que les grandes puissances discutaient de limitation des armes stratégiques. On semblait à la veille de s'entendre sur une interdiction complète des tests nucléaires. Malheureusement, l'accord ne s'est jamais concrétisé. Par la suite, on a réussi à mener à terme les négociations SALT II (Pourparlers sur la limitation des armes stratégiques), mais, cette fois, l'entente n'a pas été ratifiée.

Il serait injuste, à mon avis, que notre assemblée se mette à distribuer les blâmes face à cet échec. Je demeure convaincu, pour ma part, que les deux superpuissances veulent fermement écarter la menace d'un affrontement nucléaire.

#### Importance des négociations

À cet égard, on peut relever certains faits positifs. Les négociations visant à réduire les armes nucléaires de portée moyenne ont débuté à la fin de l'année dernière et, par suite des initiatives Eureka entreprises par le président Reagan, les pourparlers tant attendus sur la limitation et la réduction des armements stratégiques reprendront dans quelques jours. Nous sommes tous intéressés au plus haut point par ces négociations, et si elles n'aboutissent pas rapidement à des résultats satisfaisants, cela pourrait avoir des conséquences désastreuses. Pour s'en convaincre, il suffit de songer aux faits suivants.

Depuis la première session extraordinaire sur le désarmement, l'Union soviétique a déployé une nouvelle génération de missiles de portée moyenne. Ses trois cents SS-20 constituent actuellement une menace pour l'Europe de l'Ouest. L'alliance dont le Canada fait partie a décidé de contrer cette menace en déployant sur le sol européen de nouveaux *Pershing II* et des missiles de croisière. Elle a, en même temps, pris le parti d'entamer des négociations avec l'U.R.S.S. en vue de plafonner au plus bas niveau possible l'arsenal des deux camps.

---

---

À moins que les négociations n'aboutissent d'ici la fin de l'année prochaine, de nouvelles armes terrifiantes viendront donc s'ajouter à l'arsenal de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord). J'ai participé, la semaine dernière, au sommet de l'OTAN à Bonn, et je peux témoigner de notre profond désir que ces négociations fassent disparaître la présente menace et nous dispensent de déployer nous-mêmes de nouveaux missiles. Mais quelle sera la position des pays membres du pacte de Varsovie ? Je dois présumer qu'ils négocieront de bonne foi. J'ajouterai, toutefois, qu'ils auraient tort de supposer que les manifestations publiques affaibliront notre position de négociation.

**Manifestations  
massives contre  
la course aux  
armements**

Des centaines de milliers de manifestants en Europe de l'Ouest, au Canada et ici même, à New York, la semaine dernière, ont pris la peine d'exprimer à quel point le renouvellement éventuel de la course aux armements répugne fondamentalement à leur sens des valeurs. À bien des égards, je crois que la plupart d'entre nous sommes d'accord avec eux. Et le fait que des manifestations semblables n'aient pas eu lieu en Europe de l'Est n'indique pas, à mon sens, que les populations des pays membres du pacte de Varsovie s'accommodent mieux de la perspective d'un anéantissement mutuel. Non, ce fait révèle tout simplement que ces populations sont privées non seulement du droit d'exprimer publiquement leur opinion, mais encore de l'accès aux connaissances et à l'information qui leur permettraient de se former une telle opinion. Les Soviétiques commettraient une sérieuse erreur en prenant pour un manque de détermination ce qui fait la force même de notre système démocratique.

C'est donc avec la plus profonde des convictions que j'adjure les parties aux négociations sur la réduction des armes nucléaires de portée moyenne d'accomplir des progrès réels dans le peu de temps qui leur reste, afin qu'on ne permette pas à la course aux armements de prendre, une fois de plus, un nouvel élan.

Ce qui continue de me préoccuper, c'est la poussée technologique qui alimente la course aux armements. Nous devons nous attaquer de front à ce problème, auquel j'ai consacré l'essentiel de mes propos devant cette même assemblée, il y a quatre ans. J'aimerais y revenir brièvement.

**Stratégie de  
l'asphyxie**

Je pars du principe que tout nouveau système d'armes est potentiellement déstabilisateur. Ces nouveaux systèmes risquent, en effet, ou bien d'augmenter la crainte d'une première attaque qui laisserait sans défense, ou bien d'obscurcir la distinction entre guerre nucléaire et guerre classique, ou encore de compliquer les problèmes de vérification.

L'instabilité est la source même de la course aux armements nucléaires. Voilà pourquoi j'ai proposé, ici même à cette tribune, une stratégie de "l'asphyxie" destinée à couper, dès l'étape du laboratoire et des essais, l'oxygène qui nourrit la course aux armements nucléaires.

---

Cette stratégie reprenait, pour l'essentiel, des éléments bien connus du dialogue sur la limitation des armements : interdiction généralisée des tests ; arrêt des vols d'essai de tout nouveau vecteur stratégique ; arrêt de production des matières fissibles destinées à des fins militaires ; limitation, suivie éventuellement d'une réduction, des budgets militaires affectés aux nouveaux systèmes d'armes stratégiques. C'est le mariage de ces diverses composantes qui me paraissait capable de nous fournir un moyen plus cohérent, plus efficace et plus prometteur de mettre fin à la course aux armements nucléaires.

Il n'a jamais été dans nos intentions de faire de cette stratégie une démarche unilatérale. Au contraire, elle impliquait, dès le départ, des ententes négociées entre les puissances nucléaires. Toutes les composantes de cette stratégie ne pourraient probablement pas être mises en oeuvre au même moment, mais toutes sont essentielles en vue d'atteindre complètement son objectif, qui est de briser l'élan technologique que recèle la course aux armements en gelant, dès l'étape de la conception et des essais, la mise au point de nouveaux systèmes d'armements.

Bien que je persiste à penser qu'un gel technologique dans le développement de nouvelles armes est indispensable si nous voulons mettre fin à la course aux armements, j'en ferais aujourd'hui un élément d'une politique de stabilisation plus globale. Je ne pense pas que cette stratégie de l'asphyxie puisse nuire de quelque manière aux négociations en cours ou à celles qui s'amorceront bientôt. Au contraire, je pense que plus ces négociations seront fructueuses, plus leurs résultats demanderont à être consolidés par une stratégie semblable à celle que j'ai proposée.

Si les négociations en cours, ou sur le point de débiter, sont menées à bonne fin, leur principal effet sera de créer un équilibre à des niveaux d'armements beaucoup moins élevés. Elles entraîneront à la fois d'importantes réductions quantitatives et des changements qualitatifs, en réduisant l'importance des systèmes déstabilisateurs. Nous aurons alors affaire non seulement à un équilibre à des niveaux réduits, mais à un équilibre d'une espèce différente parce que plus stable par nature.

Nous aurions donc une politique de stabilisation à deux volets complémentaires : une stratégie de l'asphyxie pour prévenir le développement de nouveaux systèmes d'armements ; et les négociations actuelles visant la réduction des arsenaux nucléaires existants et l'établissement d'un équilibre à des niveaux moins élevés d'armements nucléaires.

Toujours dans la logique d'une stratégie de l'asphyxie, j'aimerais enfin souligner l'urgence de nous attaquer au problème des nouvelles armes spatiales. Il y a vingt-cinq ans à peine que fut lancé le premier satellite terrestre. L'événement marquait pour l'homme une étape historique dans la maîtrise de son environnement. Dix ans plus tard, il semblait urgent d'empêcher que l'espace ne soit employé à des fins non pacifiques. Aujourd'hui, le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière

Le problème  
des armes  
spatiales

---

d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique est clairement dépassé. Cela démontre à quel point l'on passe rapidement aujourd'hui de la science-fiction à la réalité.

Ce traité défend de placer en orbite autour de la terre, ou de stationner dans l'espace, des armes atomiques ou tout autre instrument de destruction massive. Avec le recul du temps, on s'est aperçu que ces dispositions comportent des vides qui risquent de devenir extrêmement déstabilisateurs. Je pense, en particulier, aux armes anti-satellites et au laser anti-missiles. Je crois que nous ne pouvons plus attendre très longtemps si nous voulons prévenir avec succès les guerres de l'espace. Je propose donc que nous amorcions rapidement l'élaboration d'un traité interdisant la mise au point et le déploiement de toute arme destinée à être employée dans l'espace.

#### Contrôle et vérification

Tout cet édifice repose, évidemment, sur certains postulats en ce qui concerne le contrôle et la vérification, et nous devons consacrer de plus en plus d'efforts à la théorie et à la pratique de la vérification.

L'ouverture, ou la transparence, est indispensable au processus de vérification. Mais, ici encore, la technologie a rendu caduques les notions d'ouverture qui avaient cours il y a vingt-cinq ans à peine. Quand nous parlons de vérification par des " moyens techniques nationaux ", nous pensons désormais à la vaste gamme des activités que peut détecter l'oeil magique des satellites sophistiqués qui tracent leurs orbites indiscrettes autour du globe. Je me demande quelquefois si nous avons conscience du bond technologique que nous avons fait et si les réticences de certains à accepter les contraintes nécessaires de la vérification ne sont pas un anachronisme intolérable.

La vérification n'est pas une simple affaire d'accès. Elle implique une technologie qui lui est propre et qui varie pour chaque système d'armements. Les travaux sur la vérification devraient donc ouvrir — du moins l'espère-t-on — la voie aux ententes sur la limitation des armements, qui sont encore à venir. Faute de cela, les problèmes de vérification empêcheront de mener à terme des négociations, même très avancées, sur la limitation et le contrôle des armements. Sur ce plan, je trouve encourageants les propos sur la vérification contenus dans le discours qu'a fait cette semaine le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique.

Nous devons toutefois reconnaître que les moyens techniques nationaux peuvent ne pas suffire à vérifier les ententes sur la limitation des armements et le désarmement, compte tenu de la complexité et des caractéristiques de nombreux systèmes modernes d'armements. La communauté internationale doit donc s'attaquer aux problèmes de la vérification en étant consciente qu'ils constitueront un facteur déterminant dans les négociations sur le désarmement au cours des années 80.

#### Le Canada et le contrôle des armements

Au Canada, nous avons décidé de consacrer des sommes accrues aux projets qui touchent la limitation des armements et le désarmement. Cette décision se concrétisera de deux façons. Premièrement, nous sommes prêts à engager les ressources qu'il faut

---

---

pour permettre au Canada de participer de plain-pied à l'échange international des données sismiques, car il s'agit là d'un mécanisme de vérification international qui fera partie des dispositions d'un traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Nous croyons que l'échange de ces données devrait entrer en vigueur le plus tôt possible et devancer la signature du traité. Deuxièmement, nous allons accroître considérablement nos recherches dans le domaine de la vérification. Pour mettre au point des procédures efficaces de vérification, le Canada s'efforcera d'utiliser au mieux son expertise à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement.

Au cours de la présente session, de nombreuses propositions valables nous seront soumises, dont celles contenues dans le rapport de la commission Palme, qui a fortement contribué à informer le public et à l'alerter aux problèmes du désarmement. J'ai tenté, en me plaçant d'un point de vue canadien, de faire un certain nombre de propositions de mon cru dans le cadre d'une politique globale de stabilisation. Elles visent à assurer un équilibre des armements au plus bas niveau possible, en éliminant les systèmes déstabilisateurs, en réduisant les systèmes déjà en place et en empêchant que de nouveaux systèmes déstabilisateurs ne soient mis au point.

**Il faut agir  
avant qu'il ne  
soit trop tard**

En faisant le tri des propositions qui nous sont faites, j'espère qu'au cours de cette session extraordinaire on retiendra surtout ce qui a des chances d'être réalisé avec un minimum de bonne volonté. Cette assemblée est en droit d'attendre de tous les participants la sincérité d'intentions et la volonté de passer aux actes. Les deux superpuissances ont des responsabilités particulièrement lourdes à cet égard. Elles doivent consacrer toutes leurs énergies à négocier une réduction de leurs arsenaux nucléaires, et ne pas dévier de cet objectif fondamental en imposant des préalables politiques à la négociation.

Cela suppose que les superpuissances acceptent de communiquer, de se parler, de reconnaître enfin l'intérêt commun, indiscutable, qui les unit sur le fond, c'est-à-dire sur la nécessité d'éviter une catastrophe qui les détruirait toutes deux.

Quand la sécurité du monde, quand le sort du genre humain sont en jeu, tous les gouvernements doivent élever la voix au nom des communautés humaines qu'ils représentent. Mais par-dessus tout, ils ont le devoir de mettre fin à notre impuissance collective face au péril nucléaire.

" La plus haute forme de l'espérance, disait Bernanos, c'est le désespoir surmonté. " C'est cette forme d'espérance que réclament de nous des millions d'hommes et de femmes angoissés par la course aux armements et la perspective d'un holocauste nucléaire.

La faute la plus impardonnable de cette assemblée serait de tuer, par son inaction, l'espérance dans le coeur des hommes d'aujourd'hui. Car devant la menace démentielle d'un recours aux armes atomiques, tuer l'espoir en la possibilité d'un désarmement, c'est, en un sens très réel, prendre le risque de tuer la vie elle-même.

---

S/C